



Liberté • Egalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA RÉGION
NORD – PAS-DE-CALAIS
PICARDIE

Direction régionale de
l'environnement, de l'aménagement
et du logement

Unité Départementale
du Littoral

Rue du Pont de Pierre
CS 60036
59820 GRAVELINES

Affaire suivie par :

Nicolas PACAULT

Tél : 03 28 23 85 44

Fax : 03 28 65 59 45

nicolas.pacault@developpement-durable.gouv.fr

**RAPPORT DE L'INSPECTION
DE L'ENVIRONNEMENT
(spécialité Installations Classées)**

Gravelines, le **10 JUIN 2016**

REF : H:\Commun2_Environnement\1_Etablissements\Equipe_G2\WP FRANCE 6 SAS_Parc éolien de la vallée de l'Aa n° 2_070.06418\modif_2016_E9\WP France 6 SAS_Audincthun_RAP_070.06418.odt

N°S3IC : 070.06418

Objet : expérimentation permis unique
société WP France 6 SAS à Audincthun – parc éolien – demande de modification de l'arrêté
d'autorisation unique

Réf :

- ordonnance n°2014-355 du 20 mars 2014 relative à l'expérimentation d'une autorisation unique en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement
- décret n° 2014-450 du 02 mai 2014 relative à l'expérimentation d'une autorisation unique en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement
- arrêté préfectoral d'autorisation unique du 17 décembre 2015
- porté à connaissance déposé le 25 février 2016 en préfecture par le pétitionnaire
- compléments déposés en préfecture le 23 mars 2016

Le pétitionnaire :

- Raison sociale	:	WP France 6 SAS
- Adresse du siège social	:	15 rue Jean Jaurès 92800 Puteaux
- Nom de l'établissement	:	Parc éolien de la Vallée de l'Aa 2
- Adresse de l'établissement	:	Communes d'Audincthun, Dohem et Saint-Martin- d'Hardinghem
- Activité	:	Parc éolien
- Nombre de salariés	:	0 (sur le parc)

Sommaire

Annexe

- 1- Objet du rapport
- 2- Présentation de l'établissement
- 3- Présentation de la demande
- 4- Avis recueillis
- 5- Suites administratives

- 1- projet d'arrêté préfectoral complémentaire

1.- Objet du rapport

Le présent rapport concerne une demande de modification d'un arrêté préfectoral obtenu dans le cadre de l'expérimentation permis unique pour la construction et l'exploitation d'un parc éolien.

La demande concerne le déplacement d'une des cinq machines autorisées.

2.- Présentation de l'établissement

La société WP France 6 SAS, filiale de la société de développement éolien Global Wind Power a obtenu par arrêté préfectoral du 17 décembre 2015 l'autorisation de construire et d'exploiter un parc éolien composé de 5 aérogénérateurs et de 3 postes de livraison sur les communes d'Audincthun, Dohem et Saint-Martin d'Hardingham.

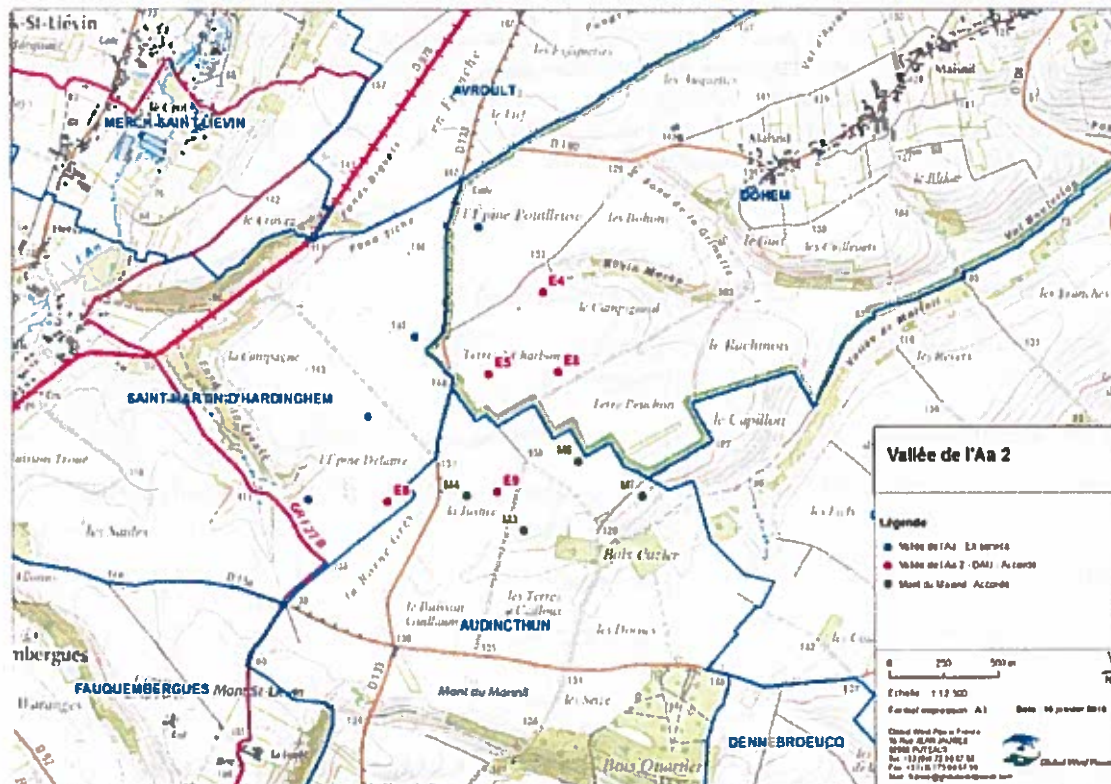
La puissance totale de ce parc, qui constitue une installation classée soumise au régime de l'autorisation sera de 15,2 MW.

L'éolienne E9 est une machine Vestas (modèle V90) mesurant 80 m au moyeu et 125 m de hauteur totale (puissance unitaire 2 MW). Elle se situe à Audincthun.

3.- Présentation de la demande

3-1 contexte

Lors de l'instruction de la demande d'autorisation initiale du dossier de la SAS WP France 6, un autre projet éolien a été instruit en parallèle sur la commune d'Audincthun. Il s'agit du projet de la société « Parc éolien du Mont de Maisnil » (filiale du groupe VALECO). Ce projet a également abouti à un arrêté préfectoral autorisant la construction et l'exploitation de 4 éoliennes (puissance unitaire 2 MW) sur la commune d'Audincthun.



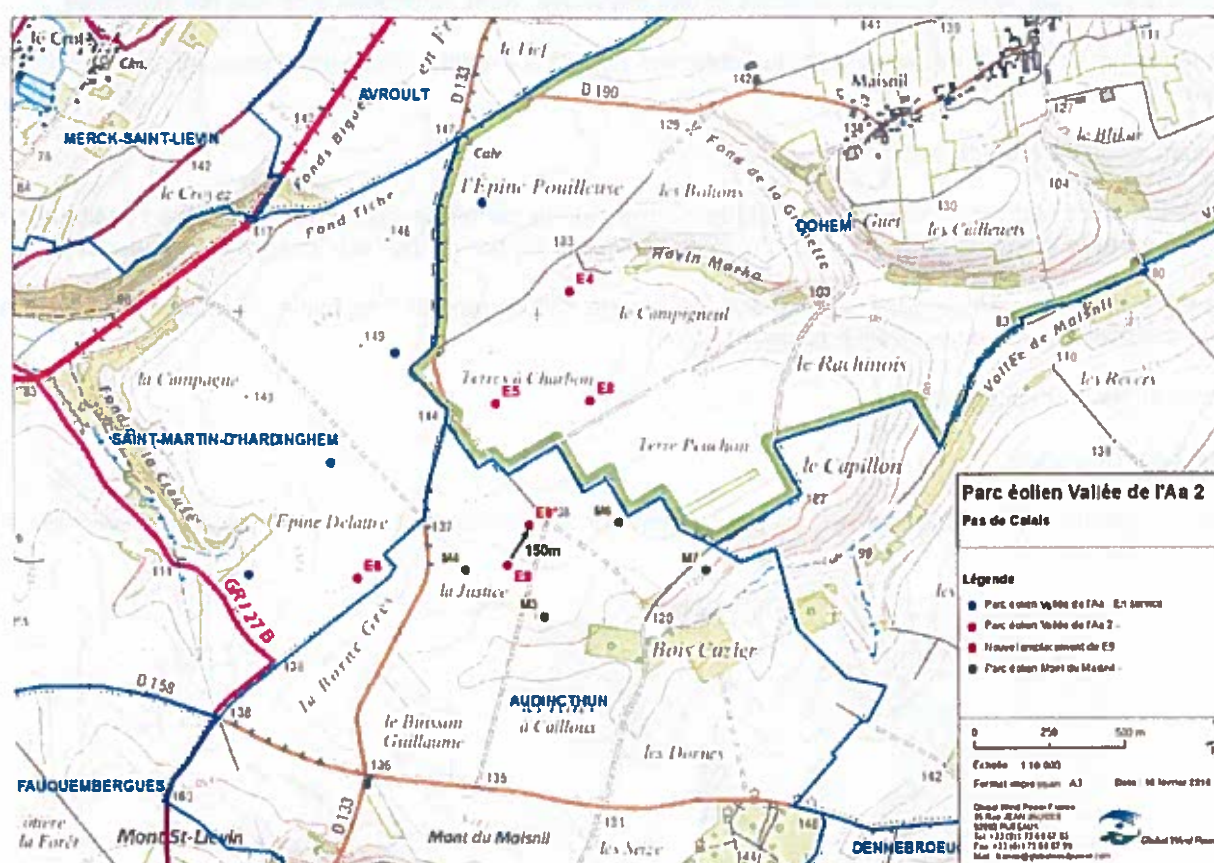
Sur le plan figurant ci-avant on distingue :

- les quatre éoliennes existantes formant le parc Vallée de l'Aa (ligne la plus à l'ouest) ;
- les éoliennes E4, E5, E6, E8 et E9 qui forment le parc Vallée de l'Aa n°2 et qui ont été autorisées le 17 décembre 2015 (exploitant : WP France 6 SAS) ;
- les éoliennes M3, M4, M6 et M7 qui forment le parc éolien du Mont de Maisnil et qui ont été autorisées le 17 décembre 2015.

Dans sa demande, le pétitionnaire indique que la distance séparant l'éolienne E9 de l'éolienne M4 qui est d'environ 150 m ne permet pas d'exploiter ces deux éoliennes.

La société WP France 6 a donc envisagé de déplacer l'éolienne E9 d'environ 150 m vers le Nord-Est. C'est l'objet du porté à connaissance.

Ce déplacement est matérialisé sur la carte suivante :



3-2 constitution du dossier

Le dossier déposé par l'exploitant comprend les éléments suivants :

- une lettre de demande ;
- des plans (aux différentes échelles réglementaires 1/1000 , 1/2500 et 1/25000) ;
- des éléments relatifs au dossier d'urbanisme (vue de profil, insertion dans l'environnement...) ;
- de l'avis du propriétaire et du président de l'EPCI compétente en matière d'urbanisme sur la remise en état du site ;
- d'une analyse des impacts du déplacement de l'éolienne E9 (faune, flore, bruit, paysage...).

Ces différents impacts sont détaillés dans le paragraphe suivant.

3-3 présentation de la modification et des impacts associés

La modification ne concerne que le déplacement de l'éolienne.

Suite à la modification, l'éolienne E9 sera implantée sur les parcelles ZA 120 et 123 de la commune d'Audincethun.

a) dispositions d'urbanisme

L'éolienne reste implantée en zone A du PLUi en vigueur de la Communauté de Communes du Canton de Fauquembergues (dont dépend la commune d'Audincethun).

Pour ce PLUi, cette zone A autorise « les constructions et installations nécessaires à des équipements collectifs ou à des services publics, dès lors qu'elles ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière dans l'unité foncière où elles sont implantées et qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages. Sont autorisées à ce titre les éoliennes. »

Par conséquent le nouvel emplacement de l'éolienne E9 est compatible avec les dispositions d'urbanisme en vigueur.

b) impacts sur la flore et les habitats

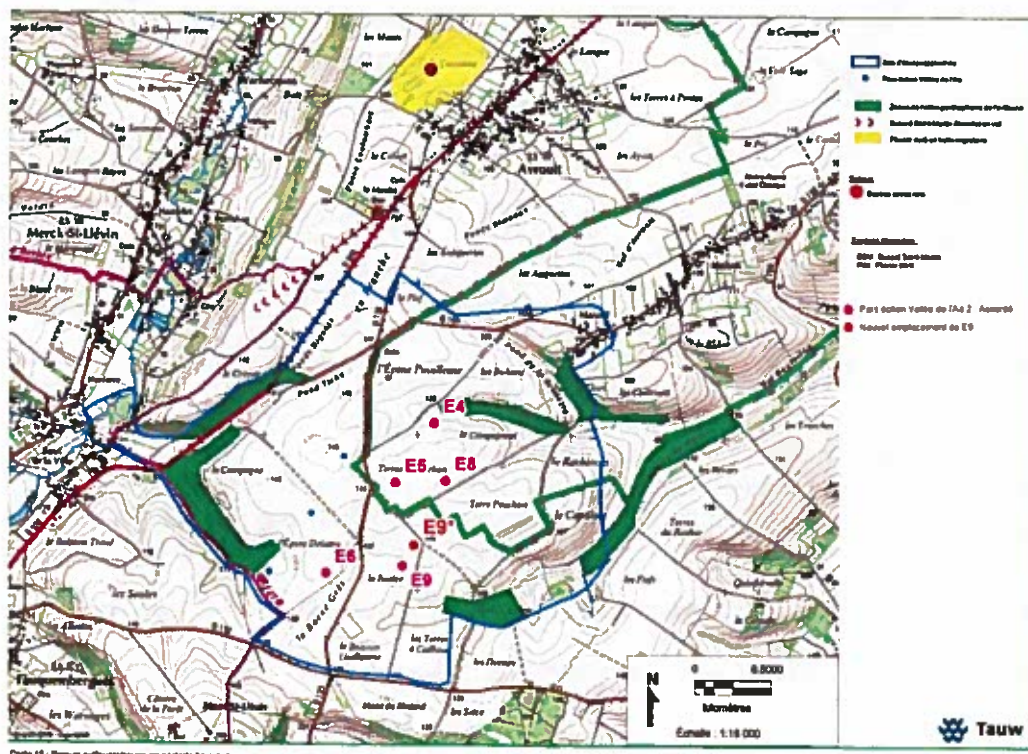
En se basant sur l'état initial réalisé dans l'étude d'impact de la demande d'autorisation unique l'exploitant a fourni une carte montrant la nouvelle localisation de l'éolienne E9 par rapport aux enjeux flore et habitats.

L'éolienne E9 sera implantée dans une parcelle de grande culture (enjeux très faible) et une prairie fauchée dans un mauvais état de conservation (enjeux faibles).

Ces impacts restent acceptables.

c) impact sur l'avifaune

Il n'y a pas de modification de l'impact du parc éolien sur les enjeux de l'avifaune en période hivernale et migration post nuptiale.



En ce qui concerne le vanneau huppé, le déplacement de l'éolienne E9 peut augmenter le risque de dérangement de l'espèce en nidification en raison du rapprochement de la zone de nidification mais ne modifie pas substantiellement l'impact global du parc éolien déjà évalué dans l'étude d'impact.



L'exploitant indique notamment que l'étude faune flore réalisée par Axeco en 2007 indiquait déjà la présence du Vanneau Huppé sur la zone d'étude. Cette espèce est toujours présente après la mise en place du parc éolien de la vallée de l'Aa.

L'impact sur l'avifaune est donc acceptable.

d) impact sur les chiroptères

L'éolienne E9 sera plus éloignée des boisements et bosquets. Elle ne sera pas implantée à proximité de points où, lors des écoutes, de nombreux chiroptères ont été détectés.

L'impact du déplacement de l'aérogénérateur E9 sur les chiroptères est donc très faible.

e) impact sonore

L'exploitant a fait réaliser une nouvelle modélisation de l'impact sonore qui tient compte :

- des cinq machines de son parc (avec le nouvel emplacement de E9) ;
- des quatre éoliennes qui ont été autorisées pour le parc éolien du Mont de Maisnil.

Cette étude montre que, pour les différents points, les émergences sont inférieures ou égales à 3 dB(A) la nuit et 1,5 dB(A) le jour. Par conséquent, les valeurs fixées dans l'arrêté ministériel du 26 août 2011 applicable aux parcs éoliens soumis à autorisation sont respectées.

L'éolienne E9 sera déplacée vers le nord et elle sera donc éloignée de l'habitation la plus proche.

L'impact sonore sera donc acceptable.

f) impact paysager

Trois photomontages commentés ont été réalisés permettant d'apprécier l'impact de la modification.

La modification n'a pas d'impact sur les vues lointaines. Elle est perceptible sur les vues rapprochées mais ne modifie pas l'impact paysager du projet.

4.- Avis recueillis

4-1 DDTM

Par courrier du 29 avril 2016, la DDTM considère :

- que le dossier est recevable en l'état ;
- que la nouvelle implantation respecte les dispositions du document d'urbanisme ;
- que d'un point de vue paysager le nouvel emplacement de l'éolienne E9 est acceptable.

Par conséquent la DDTM émet un avis favorable à la modification sollicitée.

La DDTM^{ajoute} qu'il convient de consulter la DGAC, le Ministère de la Défense, le maire de la commune d'Audincourt et le Conseil Départemental du Pas-de-Calais. Elle recommande également la consultation du Service Territorial d'Architecture.

4-2 Ministère de la Défense.

Par deux courriers du 21 avril 2016, les services du Ministère de la Défense émettent des avis favorables pour la construction et l'exploitation de l'éolienne E9 sur son nouvel emplacement.

4-3 Direction Générale de l'Aviation Civile

La DGAC a été consultée par courriel du 22 avril 2016. À ce jour aucun avis n'a été transmis. À défaut d'un avis explicite émis avant le 22 juin, l'avis de la DGAC sera considéré comme tacitement favorable.

4-4 Unité Départementale de l'Architecture et du Patrimoine

Par courrier du 03 mars 2016, l'UDAP indique que la modification envisagée ne modifie en rien l'avis donné le 23 juillet 2015 (dans le cadre de l'instruction du dossier d'autorisation initiale du parc de la Vallée de l'Aa 2).

L'avis était défavorable pour les éoliennes E1, E2 et E3 et favorable pour les autres machines.

L'UDAP est donc favorable à la modification sollicitée.

5.- Suites administratives

Afin de permettre l'exploitation de l'éolienne E9 de son parc ainsi que celle de l'éolienne M4 du parc éolien du Mont de Maisnil, la société WP France 6 SAS a présenté une demande de modification de l'arrêté d'autorisation du 17 décembre 2015.

La demande, qui a été instruite conformément aux dispositions du décret n°2014-450 du 02 mai 2014 et de l'article R.512-33 du code de l'environnement est recevable. Compte tenu des faibles impacts du déplacement de l'éolienne, la modification peut être considérée comme non-substantielle.

Tous les avis recueillis sont favorables. La DREAL émet également un avis favorable sur ce projet.

L'inspection des installations classées a donc rédigé le projet d'arrêté préfectoral complémentaire qui se trouve en annexe 1. Ce projet a été transmis pour avis à l'exploitant, ses observations ont été prises en compte dans la mesure du possible.

Conformément aux dispositions du II de l'article 23 du décret précité, l'arrêté complémentaire aura valeur de permis de construire modificatif.

Le I de ce même article 23 indique que la consultation de la Commission Département de la Nature, des Paysages et des Sites est facultative. L'inspection des installations classées propose donc à Madame la préfète du Pas-de-Calais :

- de recueillir l'avis de M. le maire d'Audincthun ainsi que celui du Conseil Départemental sur ce projet (il conviendra de préciser que sans réponse sous un délai de trente jour l'avis sera réputé favorable) ;
- à l'issue de ces consultations, et en l'absence d'avis défavorable explicite émis par la DGAC, de signer le projet d'arrêté préfectoral joint en annexe 1.

Rédacteur :

L'Inspecteur de l'environnement,
spécialité « Installations classées »


Nicolas PACAULT

Vu et transmis à Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement du
Nord - Pas-de-Calais - Picardie
A l'attention de Monsieur le Chef du Service Risques.

Gravelines, le **10 JUIN 2016**

Le Chef de l'Unité Départementale du Littoral


David LEFRANC

Valideur :

L'Inspecteur de l'environnement,
spécialité « Installations classées »


S. CHELHAOUI

Approbateur :

Vu et transmis à Madame la Préfète du Département du Pas-de-calais – Bureau des Affaires Générales -
Bureau des Procédures d'utilité Publiques - Section Installations Classées

21 JUIN 2016

Lille, le

P/ Le Directeur et par délégation,

Pour le chef du service Risques
l'adjoint du chef de service



Xavier BOUTON

INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Communes de AUDINCTHUN, AVROULT, DOHEM
et SAINT-MARTIN D'HARDINGHEM

EXPLOITATION D'UN PARC ÉOLIEN
« la Vallée de l'Aa II »
par la société WP FRANCE 6 S.A.S.

PROJET D'ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE MODIFIANT L'ARRÊTÉ
D'AUTORISATION UNIQUE DÉLIVRÉ LE 17 DÉCEMBRE 2015

La Préfète du Pas-de-Calais,
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'ordre National du Mérite,

Vu le Code de l'Environnement ;

Vu le Code de l'Énergie ;

Vu le Code de l'Urbanisme ;

Vu le Code Forestier ;

Vu le Code de la Défense ;

Vu le Code Rural et de Pêche Maritime ;

Vu le Code des Transports ;

Vu le Code du Patrimoine ;

Vu le Code de la Construction et de l'Habitat ;

Vu le décret n°2000-877 du 07 septembre 2000 relatif à l'autorisation d'exploiter les installations de protection d'électricité ;

Vu le décret n° 2011-1697 du 1^{er} décembre 2011 modifié relatif aux ouvrages des réseaux publics d'électricité et des autres réseaux d'électricité et au dispositif de surveillance et de contrôle des ondes électromagnétiques, et notamment ses articles 4, 5 et 24 ;

Vu l'ordonnance n°2014-355 du 20 mars 2014 relative à l'expérimentation d'une autorisation unique en matière d'Installations Classées pour la Protection de l'Environnement ;

Vu le décret n°2014-450 du 2 mai 2014 relatif à l'expérimentation d'une d'une autorisation unique en matière d'Installations Classées pour la Protection de l'Environnement ;

Vu le décret du 29 janvier 2015 portant nomination de Mme Fabienne BUCCIO, en qualité de Préfète du Pas-de-Calais (hors classe) ;

Vu le décret du 21 juillet 2015 portant nomination de M. Marc DEL GRANDE, administrateur civil hors classe, sous-préfet hors classe, en qualité de Secrétaire Général de la préfecture du Pas-de-Calais (classe fonctionnelle II) ;

Vu l'arrêté préfectoral 2015-10-135 du 24 juillet 2015 portant délégation de signature ;

Vu l'arrêté interministériel du 17 mai 2001 modifié fixant les conditions techniques auxquelles doivent satisfaire les distributions d'énergie électromagnétiques ;

Vu l'arrêté ministériel du 13 novembre 2009 relatif à la réalisation du balisage des éoliennes situées en dehors des zones grevées de servitudes aéronautiques ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation classées pour la protection de l'environnement soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des Installations Classées ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié relatif à la remise en état et à la constitution des garanties financières pour les installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent ;

Vu l'arrêté ministériel du 14 janvier 2013 relatif aux modalités de contrôle technique des ouvrages des réseaux publics d'électricité, des ouvrages assimilables à ces réseaux publics et des lignes directes prévues à l'article 13 du décret n°2011-1697 ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation unique n°2015-322 délivré le 17 décembre 2015 à la société WP FRANCE 6 S.A.S. dont le siège social est situé 15, rue Jean Jaurès 92800 Puteaux, pour l'exploitation d'un parc éolien dénommé « la Vallée de l'Aa II » composé de 5 aérogénérateurs et situé sur les communes d'Audincthun, Avroult, Dohem et Saint-Martin d'Hardinghem ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation unique n°2015-323 délivré le 17 décembre 2015 à la société Parc éolien du Mont de Maisnil dont le siège social est situé 188, rue Maurice Béjart, pour l'exploitation d'un parc éolien dénommé « le Mont de Maisnil » composé de 4 aérogénérateurs et situé sur la commune d'Audincthun ;

Vu la demande présentée en date du 25 février 2016 par la société WP France 6 SAS en vue d'obtenir une modification de son arrêté préfectoral d'autorisation unique du 17 décembre 2015 susvisé ;

Vu les pièces du dossier joint à la demande visée ci-dessus ;

Vu les pièces complémentaires attendues et déposées en date du 23 mars 2016 ;

Vu les avis exprimés par les différents services et organismes consultés

Vu l'avis de la Direction Département des Territoires et de la Mer en date du 29 avril 2016 ;

Vu l'accord du Ministre de la Défense en date du 21 avril 2016 ;

Vu l'avis de la Direction Générale de l'Aviation Civile en date du 14/06/2016 ;

Vu l'avis de l'Unité Départementale de l'Architecture et du Patrimoine du Pas-de-Calais en date du 03 mars 2016 ;

Vu l'avis de Monsieur le Maire d'Audincourt en date du XX/XX/2016 ;

Vu le rapport du XX/XX/2016 de M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, Inspection des Installations Classées ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal de la Communauté de Communes du Canton de Fauquembergues approuvé le 28 février 2014 ;

CONSIDÉRANT que l'installation faisant l'objet de la demande est soumise à autorisation unique au titre du titre I^{er} de l'ordonnance n°2014-355 susvisée ;

CONSIDÉRANT que la modification sollicitée concerne le déplacement de l'éolienne E9 d'environ 150 mètres vers le nord ;

CONSIDÉRANT que ce déplacement est motivé par la trop faible distance entre l'éolienne E9 du parc éolien « Vallée de l'Aa n° 2 » et l'éolienne M4 du parc « Le Mont de Maisnil » ;

CONSIDÉRANT qu'en raison de cette trop faible distance, les perturbations aérodynamiques ne permettent pas d'envisager une exploitation de ces deux machines dans des conditions satisfaisantes ;

CONSIDÉRANT que l'installation faisant l'objet de la demande n'est pas soumise à autorisation de défrichement, ni à dérogation pour la destruction ou le déplacement des d'espèces animales protégées et/ou la destruction d'habitats d'espèces animales protégées ;

CONSIDÉRANT que l'autorisation unique ne peut être accordée que si les mesures que spécifie le présent arrêté permettent de prévenir les dangers ou inconvénients pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du Code de l'Environnement ;

CONSIDÉRANT que l'autorisation unique ne peut être accordée que si les mesures que spécifie le présent arrêté permettent de garantir la conformité aux travaux projetés avec les exigences fixées à l'article L.421-6 du code de l'urbanisme lorsque l'autorisation tient lieu de permis de construire ;

CONSIDÉRANT que l'autorisation unique ne peut être accordée que si les mesures que spécifie le présent arrêté permettent de prendre en compte les objectifs mentionnés au 5° de l'article L.311-5 du code de l'Énergie ;

CONSIDÉRANT que l'autorisation unique ne peut être accordée que si le projet d'ouvrage répond aux dispositions réglementaires fixées par l'article L.323-11 du Code de l'Énergie ;

CONSIDÉRANT qu'il ressort de l'instruction de la demande que les impacts de la modification sont acceptables et que par conséquent la modification peut être considérée comme non-substantielle ;

CONSIDÉRANT que la modification sollicitée peut être accordée ;

CONSIDÉRANT que les dispositions du I de l'article 23 du décret n° 2014-455 susvisé rendent facultative la consultation de la Commission Départementale de la Nature, des Sites et des Paysages ;

CONSIDÉRANT qu'il convient de modifier certaines dispositions de l'arrêté d'autorisation unique n°2015-322 du 17 décembre 2015 susvisé ;

CONSIDÉRANT qu'en application des dispositions du II de l'article 23 du décret 2014-455 susvisé, le présent arrêté complémentaire a valeur de permis de construire modificatif ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Pas-de-Calais ;

ARRETE

Article 1 : Objet

La société WP France 6 SAS, dont le siège social se situe 15 rue Jean Jaurès 92800 Puteaux, est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté pour l'exploitation de son parc éolien dénommé « La Vallée de l'Aa n°2 » situé sur les communes d'Audincthun, Avroult, Dohem et Saint-Martin-d'Hardinghem.

Article 2 : Modification des coordonnées de l'éolienne E9

Dans le tableau figurant à l'article 1.3 « Liste des installations concernées par l'autorisation unique » de l'arrêté préfectoral n°2015-322 du 17 décembre 2015 susvisé, les informations relatives à l'éolienne E9 sont remplacées par les informations suivantes :

Installation	Coordonnées Lambert RGF 93		Commune	Lieu-dit	Parcelles cadastrales (section et numéro)
	X	Y			
Aérogénérateur n°5 (E9)	638 910	7 057 137	Audincthun	La Facherie	Section ZA parcelles 120 et 123

Article 3 Délais et voies de recours

Article 4 Publicité

Article 5 Exécution